



ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



DEPARTEMENT AFFAIRES ECONOMIQUES ET AGRICULTURE

*Projet Elevages et Pastoralisme intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO)*

## PEPISAO : RAPPORT DE PERFORMANCES



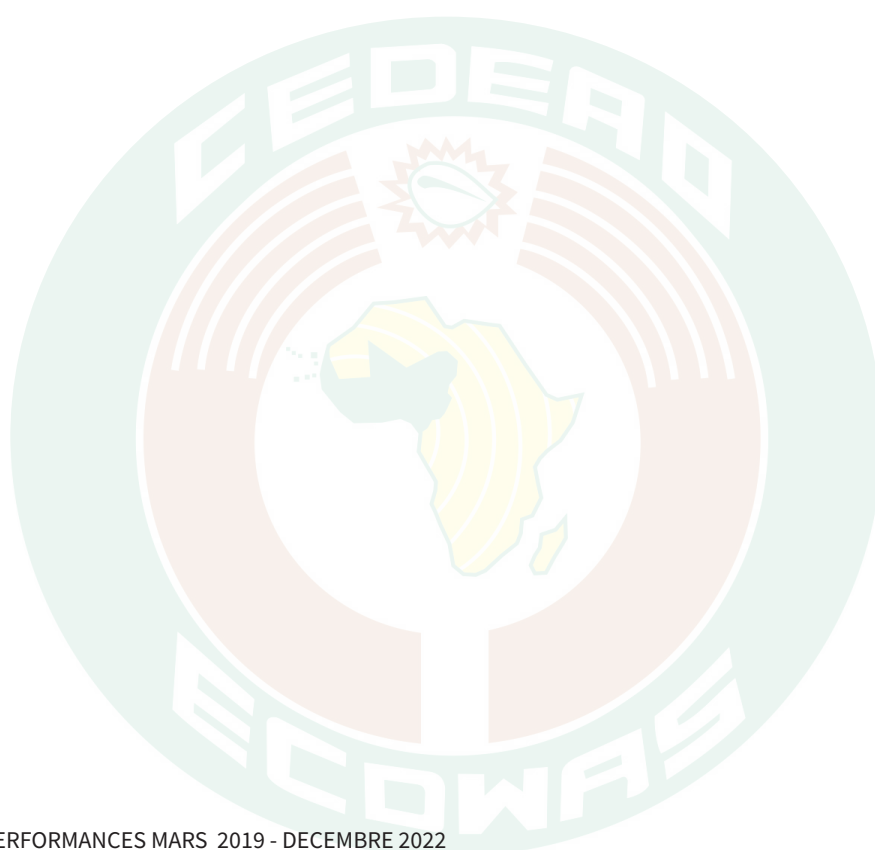
MARS 2019 - DECEMBRE 2022

## SIGLES ET ABBREVIATION

<b>AFD</b> .....	Agence Française de Développement
<b>AFL</b> .....	Acting For Life
<b>ALG</b> .....	Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma
<b>APESS</b> .....	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
<b>ARAA</b> .....	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
<b>CEDEAO</b> .....	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CER</b> .....	Communauté Economique Régionale
<b>CILSS</b> .....	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
<b>CIT</b> .....	Certificat International de Transhumance
<b>COFENABVI</b> .....	Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail Viande des Pays de l'Afrique de l'Ouest
<b>CORAF</b> .....	Conseil Ouest et Centre africain pour la Recherche et le Développement agricoles
<b>CORET</b> .....	Confédération des Organisations des Eleveurs Traditionnels de l'Afrique
<b>CRA</b> .....	Centre Régional AGRHYMET
<b>DADR</b> .....	Direction Agriculture et Développement Rural
<b>DAERE</b> .....	Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau
<b>ECOWAP</b> .....	Politique agricole de la CEDEAO
<b>FAO</b> .....	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FVC</b> .....	Fonds Vert Climat
<b>INSAH</b> .....	Institut du Sahel
<b>OIG</b> .....	Organisations intergouvernementales
<b>ONG</b> .....	Organisation Non Gouvernementale
<b>PACBAO</b> .....	Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest
<b>PARSAO</b> .....	Programme d'Appui à la Résilience des Systèmes Agropastoraux en Afrique de l'Ouest
<b>PAU</b> .....	Politique agricole de l'Union
<b>PDDAA</b> .....	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
<b>PEPISAO</b> .....	Projet Elevages et Pastoralisme Intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest
<b>PGT</b> .....	Plan de Gestion de la Transhumance
<b>PIB</b> .....	Produit Intérieur Brut
<b>PRA/GRN/CC</b> .....	Programme Régional d'Appui à la Gestion de Ressources Naturelles et au Changement Climatique
<b>PASSHA</b> .....	Pastoralisme et Stabilité au Sahel et dans la Corne de l'Afrique
<b>POGT</b> .....	Plan Opérationnel de Gestion de la Transhumance
<b>PRAPS</b> .....	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
<b>PREDIP</b> .....	Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest
<b>PREPP</b> .....	Projet Régional d'Education des Populations Pastorales
<b>PRIDEC</b> .....	Programme Régional d'Investissement pour le Développement de l'Élevage dans les pays Côtiers
<b>PTF</b> .....	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RBM</b> .....	Réseau Billital Maroobé des éleveurs et pasteurs d'Afrique de l'Ouest
<b>ROPPA</b> .....	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
<b>SPC</b> .....	Sensibilité à la Prévention des Conflits
<b>SPS</b> .....	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
<b>SRDGP</b> .....	Stratégie Régionale de Développement et de Gestion du Pastoralisme
<b>TEC</b> .....	Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO
<b>UA-BIRA</b> .....	Bureau Inter-Africain des Ressources Animales de l'Union Africaine
<b>UAM/SE</b> .....	Unité d'Appui au Management et Suivi Evaluation
<b>UE</b> .....	Union Européenne
<b>UEMOA</b> .....	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UICN</b> .....	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
<b>WALIC</b> .....	West Africa Livestock Innovation Centre
<b>WASCAL</b> .....	West African Science Service Centre on Climate change and Adapted Land use
<b>WISP</b> .....	Alliance mondiale pour un pastoralisme durable

## SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....	P 2
I. Introduction.....	P5
II. Présentation du projet.....	P 6
III. Les principaux achevements.....	P 7
- Composante 1.....	P 22
- Composante 2.....	P 26
- Composante 3.....	P 29
IV. Enseignements et leçon apprises.....	P 33
Conclusion.....	P 34
Bibliographie, liens pour accéder .....	P35





## I. INTRODUCTION

Le projet « Élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest » (PEPISAO) est mis en œuvre par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Maître d'Ouvrage, et le CILSS, Maître d'Ouvrage Délégué, avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) et l'assistance technique du consortium IRAM/ISSALA/LARES. D'une durée de quatre ans (2018- 2022) et d'un montant de cinq (5) millions d'Euros, le projet couvre la zone CEDEAO plus le Tchad et la Mauritanie. Il a bénéficié d'une extension sans coûts financiers additionnels au 31 décembre 2023.

Le projet est mis en œuvre depuis 2019 dans un contexte régional marqué par : (i) la détérioration de la situation pastorale, alimentaire et nutritionnelle, (ii) la recrudescence de l'insécurité des biens et des personnes ; (iii) la prévalence de la pandémie de la COVID 19, d'une part, et par (v) une augmentation significative du nombre de projets régionaux traitant du pastoralisme et (vi) une relative détérioration de la gouvernance de la transhumance transfrontalière, d'autre part. Cependant les parties prenantes ont pu, par leur engagement surmonter les effets de ces facteurs et engranger de nombreux acquis à l'actif du projet.

Le présent rapport capitalise les acquis majeurs et les résultats obtenus à l'issue de quatre années d'exécution.



*Marché à bétail accra 2*

## II. PRÉSENTATION DU PROJET

### OBJECTIF GÉNÉRAL :

« renforcer la résilience des populations et contribuer au développement économique et social de la région »

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE :

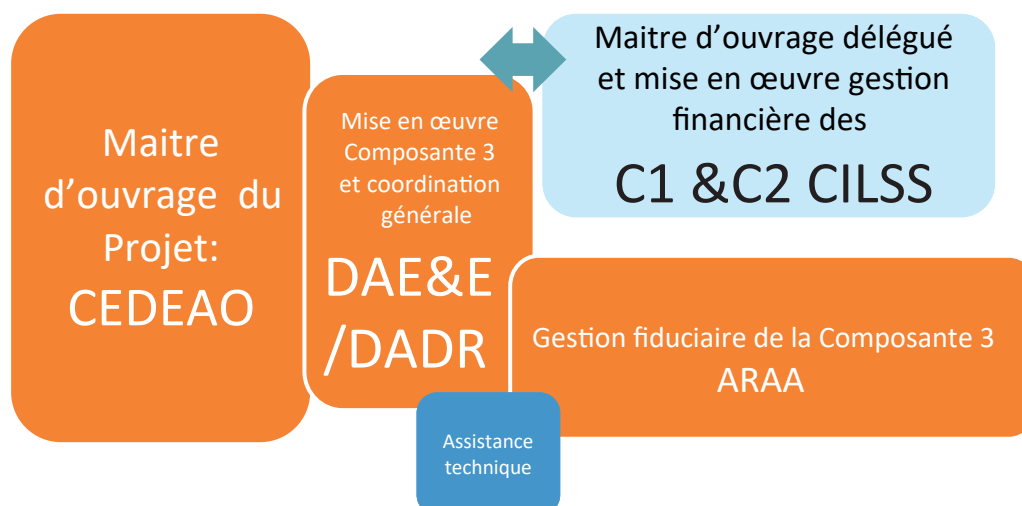
Réduire les conflits liés au pastoralisme à travers l'amorce de la construction d'une vision régionale partagée sur les différents modes d'élevage des ruminants



### INFORMATIONS CLE PEPISAO

Durée initiale de la convention	4 ans (2018-2022)
Montant de la subvention	5 millions d'Euros
Date de la signature de la convention CEDEAO- AFD	26 avril 2018
Date d'achèvement technique de la convention AFD-CEDEAO	27 avril 2022 + 4 mois de clôture (27 août 2022)
Date de la signature de la convention de délégation de la maîtrise d'œuvre entre le CILSS et la CEDEAO	17 octobre 2018
Date de la signature du CPS IRAM-CEDEAO	15 février 2019
Date de la mise en place de l'assistance technique	4 mars 2019
Date de la mise en place de l'Unité de Gestion du Projet au S/E du CILSS	Mai 2019
Extension sans coût financier additionnel	11 février 2022
Date de clôture du projet	31 décembre 2023

## 2.1 DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE.

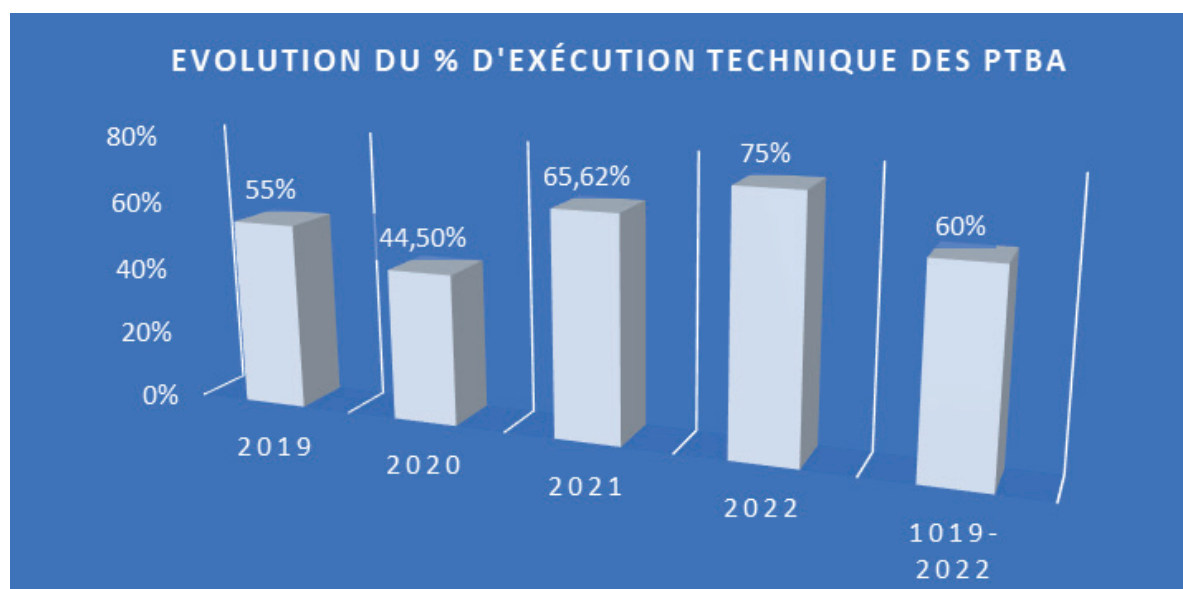


## 2.2 GROUPES CIBLES, BÉNÉFICIAIRES ET ZONE D'INTERVENTION DU PROJET

- Les principaux groupes cibles adressés par le PEPISAO sont : (i) les éleveurs, pasteurs, agropasteurs, agriculteurs et leurs organisations régionales, (ii) les organisations non gouvernementales qui accompagnent les acteurs du sous-secteur de l'élevage ; (iii) les professionnels des médias, notamment les journalistes des radios communautaires (iv) les responsables des collectivités locales, (v) les agents des forces de défense et de sécurité ; (vi) les magistrats.
- Les bénéficiaires sont les États, les collectivités locales des zones transfrontalières, les organisations des producteurs agricoles, des pasteurs et éleveurs,
- La zone d'intervention du projet couvre les 15 pays de la CEDEAO plus le Tchad et la Mauritanie.

## III. LES PRINCIPAUX ACHÈVEMENTS

### 3.1 ÉVOLUTION DU TAUX D'EXÉCUTION TECHNIQUE DU PROJET



Le taux d'exécution global physique du PEPISAO au 31 décembre 2021 est de 55 %, avec une pointe de 65,8 % en 2021 et un plancher de 44,5 % en 2020

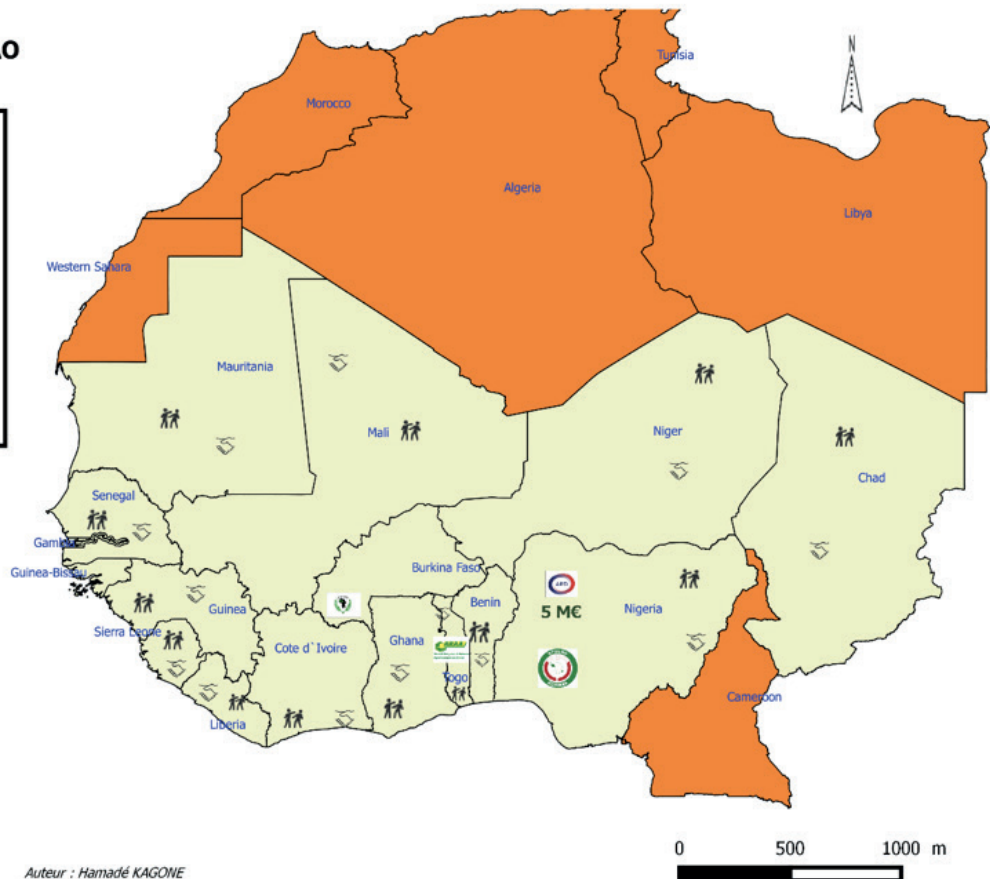
### 3.2 NIVEAU D'ATTEINTE DES CIBLES

L'indicateur majeur que partage le PEPISAO avec tous les projets qui traitent des préoccupations du pastoralisme est la réduction des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources d'accès aux ressources naturelles. Bien que l'insécurité induite par le terrorisme ai complexifié ce phénomène, la région a enregistré une réduction sensible des conflits violents, comparée à son niveau de 2018-2019. Les rapports nationaux d'évaluation des campagnes de transhumance des pays du couloir central (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Togo, d'une part, Burkina Faso, Mali et Niger, d'autre part) indiquent une baisse sensible de la survenance des conflits violents, qui se concentrent de plus en plus dans les zones transfrontalières. Des actions de sensibilisation, de dialogue et de formation qui ont touché plus de 400 personnes lors des trois concertations régionales et plus de 2500 lors des semaines pastorales organisées dans les zones transfrontalières ont contribué à ce résultat qui reste fragile.

**CARTE DU PEPISAO**

**Légende**

- Autre pays
- Zone de couverture
- AFD
- CEDEAO
- ARAA
- CILSS
- Dialogue multi-acteurs
- Gestion des conflits



Source :Etude,<https://gadm.org>

Auteur : Hamadé KAGONE



### 3.3 EXÉCUTION FINANCIÈRE 2022

Composante et résultats	Activités 2022	Montant Prévu	Montant Dépensé	Solde	Taux d'Exécution	Observation
<b>Composante 1: Mettre en œuvre des approches (outils et RC) de prévention-gestion des conflits dans des zones identifiées</b>						
	Ressources humaines : Expert régional en ingénierie sociale	36 253 431	36 738 798	-485 367	101%	
<b>R1.1 : Les approches d'ingénierie sociale et de prévention des conflits développées par le CILSS sont mis en œuvre dans les espaces transfrontaliers et les espaces infranationaux conflictogènes et permettent d'adopter des accords sociaux et des conventions locales relatives à la gestion pacifiée des ressources</b>	<b>1.1 : Mettre en place au niveau du CILSS une capacité intégrée d'appui technique à la concertation locale et transfrontalière sur l'aménagement, l'accès et la gestion des ressources et biens publics communautaires</b>	115 022 000	78 519 410	36 502 590	68%	
	1.1.1 : Déploiement des outils SPC autour des infrastructures agro-pastorales ciblées par la CEDEAO dans les zones de Katsina - Maradi ; Kebbi-Alibori-Dosso et Atakora-Savane-Upper least-Est du Burkina Faso; Scabo	36 000 000	32 054 020	3 945 980	89%	
	1.1.2 : Formation des animateurs des OP sur les outils SPC autour des infrastructures	48 478 000	29 912 888	18 565 112	62%	
	1.1.3 : Accompagner l'ingénierie sociale autour des points d'eau au Bénin	9 260 000	1 852 000	7 408 000	20%	
	Activité 1.1.4 : Affiner les outils imagés complémentaires SPC	21 284 000	14 700 502	6 583 498	69%	

<b>R1.2. Les capacités des réseaux d'éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs, sont renforcées et leur permettent d'améliorer le dialogue entre pays sahéliens et pays côtiers.</b>	<b>1.2 : Appuis aux OP éleveurs et agro-éleveurs des pays côtiers et appuis institutionnels au RBM/APESS (représentativité, capacités)</b>	<b>159 533 710</b>	<b>155 784 068</b>	<b>3 749 642</b>	<b>98%</b>	
	1.2.1 : Appui à la dynamisation de 4 cadres de concertation et dialogue transfrontalier : (i) KEBBI (Nigeria) ALIBORI (Bénin) DOSSO (Niger), (ii) MARADI (Niger)-KATSINA-JIGAWA (Nigeria), (iii) ATACORA (Bénin) -SAVANE (Togo), SUD EST (Burkina Faso) UPPER EAST (Ghana), (iv) SIKASSO (Mali)-KOROGHO (Côte d'Ivoire) -BOBO-DIOULASSO (Burkina Faso)	85 000 000	83 651 250	1 348 750	98%	
	1.2.2 : Appui à la formulation du Programme intégré du développement agropastoral au niveau de l'espace transfrontalier KADO	39 678 710	37 294 263	2 384 447	94%	
	1.2.3 : Accompagnement des cadres de dialogue entre pays côtiers et pays sahéliens pour le partage et la diffusion des bonnes pratiques en matière de prévention des conflits	34 855 000	34 838 555	16 445	100%	
<b>R1.3. Les bonnes pratiques portées par les organisations d'éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, contribuent à la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux et à la prévention – gestion des conflits, notamment dans les espaces de conflits aigus</b>	<b>1.3 : Soutien à des innovations / adaptations relatives à la gestion de la mobilité</b>	<b>40 081 000</b>	<b>29 169 514</b>	<b>10 911 486</b>	<b>73%</b>	
	1.3.1 : Stabilisation des modules de formation des magistrats et des agents des FDS	6 481 000	3 721 880	2 759 120	57%	

	<b>1.2 : Appuis aux OP éleveurs et agro-éleveurs des pays côtiers et appuis institutionnels au RBM/APESS (représentativité, capacités)</b>	<b>159 533 710</b>	<b>155 784 068</b>	<b>3 749 642</b>	<b>98%</b>	
<b>R1.2. Les capacités des réseaux d'éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs, sont renforcées et leur permettent d'améliorer le dialogue entre pays sahéliens et pays côtiers.</b>	1.2.1 : Appui à la dynamisation de 4 cadres de concertation et dialogue transfrontalier : (i) KEBBI (Nigeria) ALIBORI (Bénin) DOSSO (Niger), (i) MARADI (Niger)-KATSINA-JIGAWA (Nigéria), (iii) ATACORA (Bénin) -SAVANE (Togo), SUD EST (Burkina Faso) UPPER EAST (Ghana), (iv) SIKASSO (Mali)-KOROGHO (Côte d'Ivoire) -BOBO-DIOULASSO (Burkina Faso)	85 000 000	83 651 250	1 348 750	98%	
	1.2.2 : Appui à la formulation du Programme intégré du développement agropastoral au niveau de l'espace transfrontalier KADO	39 678 710	37 294 263	2 384 447	94%	
	1.2.3 : Accompagnement des cadres de dialogue entre pays côtiers et pays sahéliens pour le partage et la diffusion des bonnes pratiques en matière de prévention des conflits	34 855 000	34 838 555	16 445	100%	
<b>R1.3. Les bonnes pratiques portées par les organisations d'éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, contribuent à la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux et à la prévention – gestion des conflits, notamment dans les espaces de conflits aigus</b>	<b>1.3 : Soutien à des innovations / adaptations relatives à la gestion de la mobilité</b>	<b>40 081 000</b>	<b>29 169 514</b>	<b>10 911 486</b>	<b>73%</b>	
	1.3.1 : Stabilisation des modules de formation des magistrats et des agents des FDS	6 481 000	3 721 880	2 759 120	57%	

<b>R1.3. Les bonnes pratiques portées par les organisations d'éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, contribuent à la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux et à la prévention – gestion des conflits, notamment dans les espaces de conflits aigus</b>	<b>1.3 : Soutien à des innovations / adaptations relatives à la gestion de la mobilité</b>	<b>40 081 000</b>	<b>29 169 514</b>	<b>10 911 486</b>	<b>73%</b>	
	1.3.1 : Stabilisation des modules de formation des magistrats et des agents des FDS	6 481 000	3 721 880	2 759 120	57%	
	1.3.2 : Opérationnalisation de l'observatoire des systèmes d'élevage mobiles	33 600 000	25 447 634	8 152 366	76%	
<b>TOTAL COMPOSANTE 1</b>		<b>350 890 141</b>	<b>300 211 790</b>	<b>50 678 351</b>	<b>85,56%</b>	
<b>Composante 2 : Capitaliser, échanger et diffuser des initiatives en matière de prévention -gestion des conflits</b>						
<b>R2.1. Les connaissances sur les mutations en cours et les perspectives d'évolution des systèmes d'élevage sont valorisées dans le cadre du dialogue sur la vision régionale</b>	<b>Ressources humaines : Expert en communication participative et formation (coût partagé avec PREDIP)</b>	<b>19 686 628</b>	<b>6 826 504</b>	<b>12 860 124</b>	<b>35%</b>	
	<b>2.1 : Production de connaissances</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0%</b>	
	2.1.1 : Contribution à la production et la diffusion de deux documents sur l'état des systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel	30 000 000		30 000 000	0%	
<b>R2.2. Les bonnes pratiques de médiation sociale et de prévention des conflits sont capitalisées et diffusées</b>	<b>2.2 : Valorisation des connaissances et animation de la prospective d'acteurs</b>	<b>22 600 000</b>	<b>760 000</b>	<b>21 840 000</b>	<b>3%</b>	
	2.2.1 : Diffuser les bonnes pratiques capitalisées et les connaissances générées par le projet à travers les réseaux, les bulletins, les événements régionaux sur l'élevage	7 000 000		7 000 000	0%	
	2.2.2 : Elaborer et diffuser des notes de plaidoyer/politique sur les bonnes pratiques	7 600 000	260 000	7 340 000	3%	

	2.2.3 : Elaborer le document sur les réalisations majeures du PEPISAO de 2019 à 2021	3 000 000		3 000 000	0%	
	2.2.4 : Elaborer les supports d'information sur les réglementations nationales et régionales	5 000 000	500 000	4 500 000	10%	
<b>R2.3. Les dispositifs d'information et de communication à l'attention des décideurs, des éleveurs et autres acteurs, contribuent à réduire les risques de conflits</b>	<b>Activité 2.3 : Appui aux dispositifs et systèmes d'information sur l'élevage et le pastoralisme</b>	<b>20 129 000</b>	<b>3 807 585</b>	<b>16 321 415</b>	<b>19%</b>	
	2.3.1 : Stabilisation des modules de formation des journalistes des radios communautaires	20 129 000	3 807 585	16 321 415	19%	
	<b>Activité 2.4 : Formation et information des médias sur les enjeux de l'élevage et du pastoralisme</b>	<b>106 810 000</b>	<b>107 258 911</b>	<b>-448 911</b>	<b>100%</b>	
	2.4.1 : Amplification des séances de formation des journalistes des zones conflictogènes (bassin lac Tchad, KADO, Mano river Union)	106 810 000	107 258 911	-448 911	100%	
	<b>Activité 2.5 : Information des acteurs sur les réglementations</b>	<b>41 808 758</b>	<b>20 309 029</b>	<b>21 499 729</b>	<b>49%</b>	
	2.5.1 : Edition et impression du guide de gestion et prévention des conflits	3 000 000		3 000 000	0%	
	2.5.2 : Réaliser les travaux d'infographie sur les outils SPC	2 219 758		2 219 758	0%	

	2.5.3 : Élaboration du répertoire informatif des textes réglementant le pastoral des pays anglophones (Nigéria, Ghana, Libéria, Siéra Léone et Gambie), plus Guinée Bissau	31 589 000	20 309 029	11 279 971	64%	
	2.5.4 : Editer et diffuser le répertoire des accords sociaux du couloir central (formels ou informels, conventions locales, mécanismes de dialogue existant)	5 000 000		5 000 000	0%	
	<b>TOTAL COMPOSANTE 2</b>	<b>241 034 386</b>	<b>138 962 029</b>	<b>102 072 357</b>	<b>57,65%</b>	
	<b>GESTION DU PROJET</b>	<b>117 157 336</b>	<b>104 344 421</b>	<b>12 812 915</b>	<b>89,06%</b>	
	Réaliser l'audit 2021 du PEPISAO	5 330 000	5 330 000	0	100%	
	Effectuer des suivi-évaluation des indicateurs du projet	4 400 000		4 400 000	0%	
	Perdiems voyages régionaux et internationaux	5 000 000	3 710 811	1 289 189	74%	
	Voyages A/R régionaux	5 000 000	3 080 525	1 919 475	62%	
	Fournitures de bureau	2 000 000	967 500	1 032 500	48%	
	Comité de pilotage et planification	7 500 000	2 405 505	5 094 495	32%	
	Ressources humaines	87 627 336	88 111 735	-484 399	101%	
	Frais bancaires	300 000	738 345	-438 345	246%	
	<b>Total direct composante 1 et 2 et gestion du projet</b>	<b>709 081 864</b>	<b>543 518 240</b>	<b>165 563 624</b>	<b>76,65%</b>	
	<b>Overhead (10%)</b>	<b>70 908 186</b>	<b>60 022 893</b>	<b>10 885 293</b>	<b>84,65%</b>	
	<b>Total global Composantes 1 et 2 et gestion du projet</b>	<b>779 990 050</b>	<b>603 541 133</b>	<b>176 448 917</b>	<b>77,38%</b>	

Composante et résultats	Activités 2022	Montant Prévu	Montant Dépensé	Solde	Taux d'Exécution	Observation
<b>Composante 1 : Mettre en œuvre des approches (outils et RC) de prévention -gestion des conflits dans des zones identifiées</b>						
	<b>Ressources humaines : Expert régional en ingénierie sociale</b>	<b>36 253 431</b>	<b>36 738 798</b>	<b>-485 367</b>	<b>101%</b>	
<b>R1.1 : Les approches d'ingénierie sociale et de prévention des conflits développées par le CILSS sont mis en œuvre dans les espaces transfrontaliers et les espaces infranationaux conflictogènes et permettent d'adopter des accords sociaux et des conventions locales relatives à la gestion pacifiée des ressources</b>	<b>1.1 : Mettre en place au niveau du CILSS une capacité intégrée d'appui technique à la concertation locale et transfrontalière sur l'aménagement, l'accès et la gestion des ressources et biens publics communautaires</b>	<b>115 022 000</b>	<b>78 519 410</b>	<b>36 502 590</b>	<b>68%</b>	
	1.1.1 : Déploiement des outils SPC autour des infrastructures agro-pastorales ciblées par la CEDEAO dans les zones de Katsina - Maradi; Kebbi-Alibori-Dosso et Atakora-Savane-Upper least-Est du Burkina ; Scabo	36 000 000	32 054 020	3 945 980	89%	
	1.1.2 : Formation des animateurs des OP sur les outils SPC autour des infrastructures	48 478 000	29 912 888	18 565 112	62%	
	1.1.3 : Accompagner l'ingénierie sociale autour des points d'eau au Bénin	9 260 000	1 852 000	7 408 000	20%	
	Activité 1.1.4 : Affiner les outils imagés complémentaires SPC	21 284 000	14 700 502	6 583 498	69%	

<b>R1.2. Les capacités des réseaux d'éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs, sont renforcées et leur permettent d'améliorer le dialogue entre pays sahéliens et pays côtiers.</b>	<b>1.2 : Appuis aux OP éleveurs et agro-éleveurs des pays côtiers et appuis institutionnels au RBM/APESS (représentativité, capacités)</b>	<b>159 533 710</b>	<b>155 784 068</b>	<b>3 749 642</b>	<b>98%</b>	
	1.2.1 : Appui à la dynamisation de 4 cadres de concertation et dialogue transfrontalier : (i) KEBBI (Nigeria) ALIBORI (Bénin) DOSSO (Niger), (ii) MARADI (Niger)-KATSINA-JIGAWA (Nigeria), (iii) ATACORA (Bénin) -SAVANE, (Togo), SUD EST (Burkina Faso) UPPER EAST (Ghana). (iv) SIKASSO (Mali)-KOROGHO-(Côte d'Ivoire) BOBO-DIOULASSO (Burkina Faso)	85 000 000	83 651 250	1 348 750	98%	
	1.2.2 : Appui à la formulation du Programme intégré du développement agropastoral au niveau de l'espace transfrontalier KADO	39 678 710	37 294 263	2 384 447	94%	
	1.2.3 : Accompagnement des cadres de dialogue entre pays côtiers et pays sahéliens pour le partage et la diffusion des bonnes pratiques en matière de prévention des conflits	34 855 000	34 838 555	16 445	100%	
<b>R1.3. Les bonnes pratiques portées par les organisations d'éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, contribuent à la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux et à la prévention – gestion des conflits, notamment dans les espaces de conflits aigus</b>	<b>1.3 : Soutien à des innovations / adaptations relatives à la gestion de la mobilité</b>	<b>40 081 000</b>	<b>29 169 514</b>	<b>10 911 486</b>	<b>73%</b>	
	1.3.1 : Stabilisation des modules de formation des magistrats et des agents des FDS	6 481 000	3 721 880	2 759 120	57%	



<b>R1.3. Les bonnes pratiques portées par les organisations d'éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, contribuent à la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux et à la prévention – gestion des conflits, notamment dans les espaces de conflits aigus</b>	<b>1.3 : Soutien à des innovations / adaptations relatives à la gestion de la mobilité</b>	<b>40 081 000</b>	<b>29 169 514</b>	<b>10 911 486</b>	<b>73%</b>	
	1.3.1 : Stabilisation des modules de formation des magistrats et des agents des FDS	6 481 000	3 721 880	2 759 120	57%	
	1.3.2 : Opérationnalisation de l'observatoire des systèmes d'élevage mobiles	33 600 000	25 447 634	8 152 366	76%	
<b>TOTAL COMPOSANTE 1</b>		<b>350 890 141</b>	<b>300 211 790</b>	<b>50 678 351</b>	<b>85,56%</b>	
<b>Composante 2 : Capitaliser, échanger et diffuser des initiatives en matière de prévention -gestion des conflits</b>						
<b>R2.1. Les connaissances sur les mutations en cours et les perspectives d'évolution des systèmes d'élevage sont valorisées dans le cadre du dialogue sur la vision régionale</b>	<b>Ressources humaines : Expert en communication participative et formation (coût partagé avec PREDIP)</b>	<b>19 686 628</b>	<b>6 826 504</b>	<b>12 860 124</b>	<b>35%</b>	
	<b>2.1 : Production de connaissances</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0%</b>	
	2.1.1 : Contribution à la production et la diffusion de deux documents sur l'état des systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel	30 000 000		30 000 000	0%	
<b>R2.2. Les bonnes pratiques de médiation sociale et de prévention des conflits sont capitalisées et diffusées</b>	<b>2.2 : Valorisation des connaissances et animation de la prospective d'acteurs</b>	<b>22 600 000</b>	<b>760 000</b>	<b>21 840 000</b>	<b>3%</b>	
	2.2.1 : Diffuser les bonnes pratiques capitalisées et les connaissances générées par le projet à travers les réseaux, les bulletins, les événements régionaux sur l'élevage	7 000 000		7 000 000	0%	
	2.2.2 : Elaborer et diffuser des notes de plaidoyer/politique sur les bonnes pratiques	7 600 000	260 000	7 340 000	3%	

	2.2.3 : Elaborer le document sur les réalisations majeures du PEPISAO de 2019 à 2021	3 000 000		3 000 000	0%	
	2.2.4 : Elaborer les supports d'information sur les réglementations nationales et régionales	5 000 000	500 000	4 500 000	10%	
<b>R2.3. Les dispositifs d'information et de communication à l'attention des décideurs, des éleveurs et autres acteurs, contribuent à réduire les risques de conflits</b>	<b>Activité 2.3 : Appui aux dispositifs et systèmes d'information sur l'élevage et le pastoralisme</b>	<b>20 129 000</b>	<b>3 807 585</b>	<b>16 321 415</b>	<b>19%</b>	
	2.3.1 : Stabilisation des modules de formation des journalistes des radios communautaires	20 129 000	3 807 585	16 321 415	19%	
	<b>Activité 2.4 : Formation et information des médias sur les enjeux de l'élevage et du pastoralisme</b>	<b>106 810 000</b>	<b>107 258 911</b>	<b>-448 911</b>	<b>100%</b>	
	2.4.1 : Amplification des séances de formation des journalistes des zones conflictogènes (bassin lac Tchad, KADO, Mano river Union)	106 810 000	107 258 911	-448 911	100%	
	<b>Activité 2.5 : Information des acteurs sur les réglementations</b>	<b>41 808 758</b>	<b>20 309 029</b>	<b>21 499 729</b>	<b>49%</b>	
	2.5.1 : Edition et impression du guide de gestion et prévention des conflits	3 000 000		3 000 000	0%	
	2.5.2 : Réaliser les travaux d'infographie sur les outils SPC	2 219 758		2 219 758	0%	

	2.5.3 : Élaboration du répertoire informatif des textes réglementant le pastoral des pays anglophones (Nigéria, Ghana, Libéria, Siéra Léone et Gambie), plus Guinée Bissau	31 589 000	20 309 029	11 279 971	64%	
	2.5.4 : Editer et diffuser le répertoire des accords sociaux du couloir central (formels ou informels, conventions locales, mécanismes de dialogue existant)	5 000 000		5 000 000	0%	
	<b>TOTAL COMPOSANTE 2</b>	<b>241 034 386</b>	<b>138 962 029</b>	<b>102 072 357</b>	<b>57,65%</b>	
	<b>Gestion du projet</b>	<b>117 157 336</b>	<b>104 344 421</b>	<b>12 812 915</b>	<b>89,06%</b>	
	Réaliser l'audit 2021 du PEPISAO	5 330 000	5 330 000	0	100%	
	Effectuer des suivi-évaluation des indicateurs du projet	4 400 000		4 400 000	0%	
	Perdiems voyages régionaux et internationaux	5 000 000	3 710 811	1 289 189	74%	
	Voyages A/R régionaux	5 000 000	3 080 525	1 919 475	62%	
	Fournitures de bureau	2 000 000	967 500	1 032 500	48%	
	Comité de pilotage et planification	7 500 000	2 405 505	5 094 495	32%	
	Ressources humaines	87 627 336	88 111 735	-484 399	101%	
	Frais bancaires	300 000	738 345	-438 345	246%	
	<b>Total direct composante 1 et 2 et gestion du projet</b>	<b>709 081 864</b>	<b>543 518 240</b>	<b>165 563 624</b>	<b>76,65%</b>	
	<b>Overhead (10%)</b>	<b>70 908 186</b>	<b>60 022 893</b>	<b>10 885 293</b>	<b>84,65%</b>	
	<b>Total global Composantes 1et 2 et gestion du projet</b>	<b>779 990 050</b>	<b>603 541 133</b>	<b>176 448 917</b>	<b>77,38%</b>	

## COMMENTAIRE SUR LE RAPPORT D'EXÉCUTION FINANCIÈRE

Les dépenses de 2022 se chiffrent à 603 541 133 (six cent trois millions cinq cent quarante un mille cent trente-trois) franc CFA, avec un budget prévisionnel de 779 990 050 (sept cent soixante-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix mille cinquante) francs CFA. Soit un taux d'exécution financière de 77,38%.

Les taux d'exécution financière se présente comme suite par composante :

COMPOSANTES	Taux d'exécution annuel
<b>Composante 1</b> : Mettre en œuvre des approches (outils et RC) de prévention-gestion des conflits dans des zones identifiées	85,56%
<b>Composante 2</b> : Capitaliser, échanger et diffuser des initiatives en matière de prévention-gestion des conflits	57,65%
Gestion du projet	87,40%

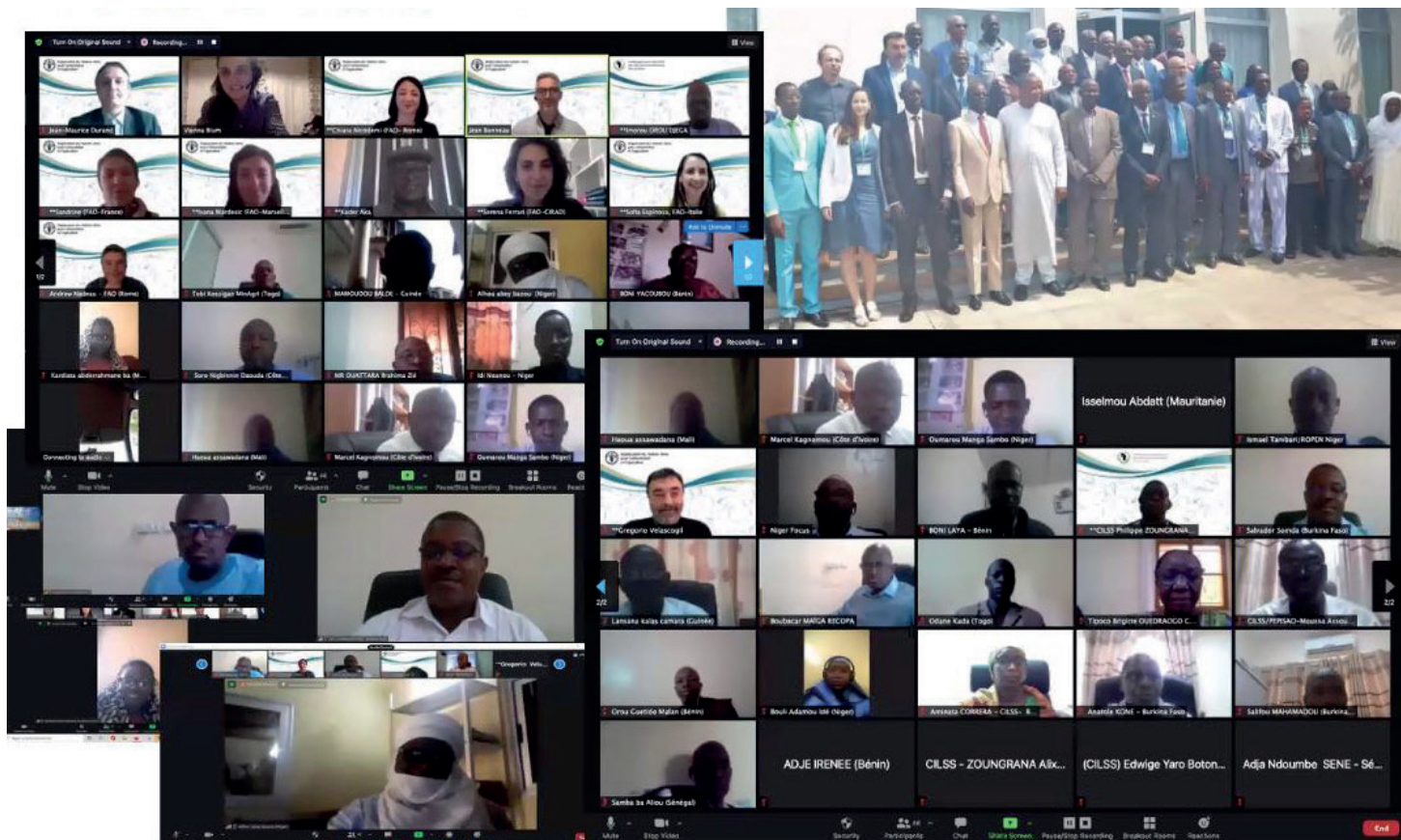


*Atelier validation données Bénin*

# COMPOSANTE 1

Mettre en œuvre des approches (outils et Renforcement de Capacité) de prévention, gestion des conflits dans des zones identifiées

- **La mise en place et le renforcement des capacités de l'équipe de Prévention et Gestion des Conflits (PGC).** **Quinze (15) experts en PGC** provenant du CILSS et des OPR (APESS, ROPPA, RBM) partenaires ont été formés sur l'utilisation des outils SPC. *La région dispose désormais d'un réseau d'experts capables d'animer et d'administrer ces outils SPC ;*
- **L'affinement continu des outils de Prévention, de Gestion et de Transformation des conflits, en capitalisant et améliorant de façon significative ceux développés par le projet PASSHA et d'autres intervenants, notamment la GIZ.** Les dimensions sauvegarde environnementale et sociale à travers une liste de vérification avant, pendant et après la mise en œuvre des infrastructures ont été actualisées et affinées. Il s'agit plus précisément des outils SPC (liste de vérifications et fiches infrastructures sur le point d'eau) ;
- **La capitalisation de huit (8) bonnes pratiques/approches endogènes** sur la prévention et la gestion des conflits agropastoraux, expérimentées par différents acteurs, présentées lors de trois (3) rencontres de partage d'expériences entre les OPs des pays côtiers et sahéliens. Des supports consolidés de ces expériences sont désormais disponibles et utilisables par les acteurs à la base ;
- **La mise en place d'un dispositif d'animation de l'ingénierie sociale autour des points d'eau agropastoraux** au Bénin (Matéri) et au Togo (Mandouri). Dix (10) animateurs locaux des OP ont été formés et disponibles pour conduire des opérations d'ingénierie sociale et environnementale sur le terrain ;
- **Le lancement du processus d'opérationnalisation de l'observatoire de la transhumance, objet des recommandations de la décision ADEC 05/10/98 ;** du règlement C/REG.3/01/03 et de la conférence régionale d'Abuja, d'Avril 2018. L'Observatoire est conçu comme un cadre fédérateur et de valorisation de toutes les initiatives en capacité de fournir des données et des informations permettant d'améliorer la gouvernance des systèmes d'élevage mobiles, dont la coordination technique est assurée par le CILSS et le pilotage politique dévolu à la CEDEAO et à l'UEMOA. La phase pilote conduite en 2022 a permis : (i) de retenir une cinquantaine d'indicateurs à renseigner à des périodicités différentes, (ii) d'adosser le dispositif sur celui du PREGEC, (iii) produire une note de synthèse régionale sur l'état de l'élevage et du pastoralisme en Afrique de l'Ouest ; édition 2022, adossée à des monographies-pays.
- **La formation sur les Directives Volontaires de la FAO :** Dans le cadre de la mise œuvre d'une LoA entre le CILSS et la FAO, le projet a contribué à la conduite du processus de mise en place du programme d'apprentissage sur la gouvernance responsable des régimes fonciers pastoraux au profit de 40 participants issus de 10 pays Francophones d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ;



Formation directives volontaires

- **La formation et la sensibilisation de quarante (40) magistrats et agents des forces de défense et de sécurité** de trois zones transfrontalières impliquant le Burkina Faso, le Mali, le Togo, le Bénin, le Niger, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigeria sur les enjeux, les défis et les modes de règlements des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles. Ces activités ont été conduites en partenariat avec le Programme Frontière de l'Union Africaine /GIZ. A l'issue de ces formations, certains magistrats se sont mus en points focaux nationaux des opérations visant à mieux faire connaître les défis et les enjeux des systèmes d'élevage mobiles dans leur pays.

- **Le mapping des OP actives dans la PGC des zones conflictogènes et l'esquisse d'une analyse de la perception** que les acteurs locaux ont du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière. La cartographie qui a couvert les zones transfrontalières allant du Nord Nigeria à la Guinée a identifié plus d'une trentaine d'organisations locales actives dans la prévention et la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Elle a montré que la perception des acteurs sur le pastoralisme et la transhumance est très contrastée, avec une tendance à la négative révélant que 50% des personnes interviewées, ont une opinion négative, 30 % ont une opinion positive, 20% n'ont pas d'opinion.

- **L'élaboration d'un guide sur la Prévention, la Gestion et Transformation des Conflits (PGTC) agropastoraux.** A la suite des travaux de prospection des expériences antérieures sur la prévention et gestion des conflits, un guide consolidé et consensuel sur la PGTC a été élaboré. Le guide est subdivisé en trois principales parties à savoir : *(i) La prévention des conflits ; (ii) La gestion (règlement et résolution) des conflits et (iii) la transformation des conflits. Il est assorti d'exercices de cas pratiques.*

- **Formation et sensibilisation de :** (i) trente-cinq (35) agents des services communaux et d'hydraulique de quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Niger et Togo) et (ii) des OP sur les outils de prévention et de gestion des conflits. La formation et la sensibilisation ont porté sur l'utilisation des trois listes de vérification avant, pendant et après la mise en place des infrastructures pastorales pour s'assurer que les conditions de leur déploiement respectent les normes sociales et environnementales

- **Appui à la dynamisation des cadres de concertations** des inter collectivités transfrontalières, au moyen de la contribution à l'intensification du dialogue entre les OP des pays côtiers et sahéliens sur : (i) les bilans de campagne de transhumance, (ii) les échanges de bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs pasteurs. Cinq cadres de concertations ont été ciblés : (i) Maradi-Katsina, (ii) Kebbi-Alibori-Dosso, (iii) Atacora-Savane-et sud-Est Burkina, (iv) Sikasso-Korhogo- Bobo-Dioulasso, (v) Guidimakha- Tambacounda-Kayes.



*Dynamisation cadres de concertation*

- **Stabilisation des modules de formation** des professionnels des médias, notamment des journalistes des radios communautaires sur la communication sensible aux conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles. Le module est structuré autour de quatre sessions dont deux ont trait à la sensibilisation ; (i) une analyse des dispositions réglementaires qui encadrent le pastoralisme, (ii) une analyse des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires de la transhumance, et deux sessions de formation sur (i) les causes, les typologies et les techniques de collecte et de traitement des conflits, (ii) les techniques de réalisation de documentaires pour une communication sensible aux conflits.





*Interview journalistes*

## COMPOSANTE 2

Capitaliser, échanger et diffuser des initiatives en matière de prévention-gestion des conflits

- **Contribution à la formation et à la sensibilisation de seize (16) journalistes** dont trois femmes des radios nationales provenant de quatorze (14) pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à la communication sensible aux conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles. Cette activité a été réalisée en synergie avec le PRAPS et le PREDIP ;
- **Formation et la sensibilisation de quatre-vingts et dix et neuf (99 journalistes des radios communautaires)** dont vingt et une (21) femmes provenant de sept (7) pays du couloir central de transhumance (Bénin, Togo, Ghana, Niger, Nigéria, Burkina Faso et Côte-d'Ivoire), et huit (8) du couloir de l'ouest (Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Mali, Sénégal, Mauritanie, Libéria et Sierra-Leone). Une soixantaine d'émissions radios ont été produites par ces journalistes formés et une quarantaine en cours de préparation.



Formation des journalistes

- **Mise en place d'une radio agropastorale. Il s'agit d'une** Plateforme dédiée aux productions radiophoniques agropastorales permettant le partage des expériences et connaissances des pasteurs et des agriculteurs, pour une pratique apaisée de la transhumance en Afrique de l'Ouest. Adresse de la plateforme : [soundcloud.com/user-445095840](https://soundcloud.com/user-445095840). Une soixantaine de productions des journalistes formés y ont été postées.
- **Développement de seize (16) répertoires informatifs dont** un (1) au niveau régional et quinze (15) nationaux des pays cibles à l'exception de la Guinée Bissau et du Cabo Verde des textes réglementant l'exercice de la Transhumance nationale et transfrontalière en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ils concernent respectivement les pays du couloir central ainsi que ceux de l'Ouest de la transhumance. Ces répertoires visent à apprécier à travers une douzaine de paramètres, la place du pastoralisme et de la transhumance dans les politiques agricoles, d'élevage des pays de l'espace CEDEAO, plus la Mauritanie et le Tchad ;
- **Mapping des systèmes d'information pastorale,** avec un accent particulier sur le diagnostic de la portée, des limites et des alternatives à l'opérationnalisation de l'outil OPTIMAOC conçu par le CILSS au profit du Réseau Billital Maroobe. Il a été fortement recommandé d'arrimer ce dispositif au Système Régional d'Information pastorale (SRIP) en construction au Centre Régional Agrhimet de Niamey au Niger.
- La création d'une page Web sur le PEPISAO dans le site du CILSS à l'adresse suivante : <http://www.cilss.int/index.php/projet-pepisao/> ;
- La création d'un mailing list « PEPISAO Community » qui comprenait en 2021, 680 destinataires, à qui des informations sont envoyées régulièrement sur les actions du PEPISAO ;
- **L'élaboration de sept (7) bulletins trimestriels en partenariat avec le PREDIP** pour donner des informations sur le pastoralisme et assurer la visibilité du PEPISAO ;
- **La création des pages Facebook et Twitter sur le pastoralisme « Pastoralisme MAG » qui servent à diffuser les informations sur le pastoralisme et la transhumance** (y compris celles sur le PEPISAO) ; ([facebook.com/Pastoralisme MAG](https://facebook.com/Pastoralisme%20MAG) // [twitter.com/@PastoMAG](https://twitter.com/@PastoMAG)). Ce sont plus de 1000 followers composés de pasteurs, de chercheurs, de spécialistes de politiques agricoles et d'élevage, qui sont informés en temps réel ;
- Le site Web régional de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la CEDEAO ainsi que ses réseaux sociaux (Facebook et Twitter) sont aujourd'hui un canal important de relais des informations sur le PEPISAO ;
- **La production et édition d'une trentaine (30) de documents spécifiques** (notes techniques, notes de capitalisation, rapports d'études, rapports annuels, documents sur les résultats majeurs, ...) de 2019 à 2021. Consultables sur : [https://drive.google.com/drive/folders/1k2\\_PXBvrXZvO6Z46sotoF74vKVHLOp7T?usp=sharing](https://drive.google.com/drive/folders/1k2_PXBvrXZvO6Z46sotoF74vKVHLOp7T?usp=sharing)



*Semaine pastorale à DOSSO*

## COMPOSANTE 3

**piloter le processus d'élaboration de la vision régionale partagée et de renégociation des cadres réglementaires**

- **Une amplification du dialogue multi acteurs** principalement au niveau régional et transfrontalier, en contribuant de façon déterminante à l'organisation de quatre conférences de haut niveau pour une transhumance apaisée qui ont permis à dix-huit pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ensemble CEDEAO, sauf Cabo Verde) plus la Mauritanie, le Tchad, la RCA et le Cameroun de se concerter et d'améliorer les conditions de l'exercice de la transhumance :

**Au niveau des couloirs de transhumance ;** trois concertations de haut niveau ont été organisées successivement à : (i) Ndjamena en septembre 2019 pour le bassin du lac Tchad, (ii) Accra en octobre 2019, pour le bassin Central, (iii) Dakar en novembre 2019 pour le bassin Ouest,

**Au niveau des espaces transfrontaliers ;** quatre « **semaines pastorales** » ont été organisées respectivement (i) à Birnin-kebbi en Octobre 2021 et Novembre 2022, à Dosso en mai 2022 pour l'espace KEBBI (Nigeria), Alibori (Bénin) et Dosso (Niger), (ii) à Maradi en Juin 2022 pour l'espace Mardi (Niger)- Katsina (Nigeria), (iii) à Tambacounda en Novembre 2022 pour l'espace Tambacounda (Sénégal), Kayes (Mali) et Guidimakha (Mauritanie).



*Semaine pastorale à KEBBI*

- **Ces concertations ont permis d'enregistrer plusieurs résultats majeurs incluant :**

- **La dynamisation de la coopération entre collectivités transfrontalières matérialisée par** (i) la consolidation de l'accord de coopération transfrontalière entre Maradi et Katsina, (ii) la conclusion d'un accord de coopération transfrontalière entre la région de Dosso (Niger) et l'état fédéré de Kebbi (Nigeria), (iii) la conclusion de trois mémorandums d'entente entre Tambacounda (Sénégal) -Kayes (Mali) et Guidimakha (Mauritanie) ; entre Kebbi-Alibori (Bénin)- Dosso (iv) la dotation de l'espace transfrontalier Kebbi-Alibori-Dosso d'un programme holistique de développement.

o La « **décomplexification** » du débat sur les systèmes d'élevage mobiles, et l'impulsion d'une dynamique de collaboration et de synergie d'initiatives avec non seulement des projets et programmes régionaux, (PRAPS, PREDIP, PACBAO, MOPSS, PFUA), mais aussi avec des institutions de coopération technique (FAO, CIRAD, CEDEVIRHA, CBLT, etc.) et les Commissions Nationales de Coopération transfrontalière autour des actions de formation, de sensibilisation, de dialogue. Ces synergies ont permis d'améliorer le leadership de la CEDEAO en partenariat avec le CILSS et l'UEMOA, sur les initiatives qui touchent le sous-secteur de l'élevage et du pastoralisme (suivi et coordination des interventions).

o La **mobilisation de ressources financières additionnelles** provenant des projets et programmes partenaires : (i) Programme Frontière de l'Union Africaine pour plus de 500 000 Euros, du PRAPS et du PREDIP pour plus de 300 000 Euros, de la FAO, pour plus de 50 000 dollars, du PACBAO pour plus de 80 000 Euros. En outre la stratégie d'intervention impulsée par le PEPISAO, fondée sur une approche holistique d'adresse des questions agropastorales a incité la CEDEAO à développer un programme de soutien à la coopération transfrontalière pour la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme pour un montant de 7 millions de dollars US sur cinq ans.

- **L'amorce de la construction d'une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles** en Afrique de l'Ouest et au Sahel, versus stratégie régionale pour une transformation maîtrisée des systèmes d'élevage mobiles en quatre étapes.

- **La réalisation d'études fondamentales** permettant de mieux comprendre le fonctionnement des Systèmes Élevage Mobiles : (i) étude évaluative de la portée et des limites du cadre réglementaire de la transhumance, (ii) analyse des impacts socio-économiques et environnementaux des systèmes d'élevage mobiles.

- **L'analyse des tendances lourdes des systèmes d'élevage mobiles** au moyen de la production de trois notes de réflexion prospective: (i) quelles perspectives d'évolutions des contributions des systèmes pastoraux à l'économie régionale et aux chaînes de valeur de l'élevage en Afrique de l'Ouest au Sahel?, (ii) quelles perspectives pour les systèmes pastoraux face à la densification des espaces ruraux et au changement climatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?, (iii) quelles perspectives d'évolution des systèmes pastoraux en lien avec les mutations politiques et sociales en cours en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?



Observatoire

## ● **La construction trois scénarii possibles ou probables d'évolution des systèmes pastoraux.**

o **Le scénario tendanciel**, qui prolonge les tendances lourdes actuelles, tant sur le plan des effectifs des troupeaux, des pratiques d'élevage, de la mobilité, que du fonctionnement du marché des produits animaux marqué par une forte dépendance de la région aux importations extra-africaines, etc. Dans ce scénario, les politiques publiques et les initiatives des acteurs locaux et régionaux ont une faible capacité d'influence sur les défis majeurs que sont l'accès équitable aux ressources naturelles, l'atténuation des conflits, le renforcement de la cohésion entre communautés ;

o **Le scénario de rupture et de repli sur l'espace national** marqué par une forte implication des États, il privilégie le raisonnement, les objectifs d'autosuffisance et l'action publique au sein de l'espace national. Il est guidé par une logique de sédentarisation volontariste qui se traduit par une restriction de la mobilité des animaux. Il traduit une volonté de modernisation de l'élevage qui doit compter avec des politiques foncières qui, elles sont orientées vers la privatisation des espaces, toutes choses susceptibles de raviver les tensions intercommunautaires. La sédentarisation des troupeaux qui induit des coûts élevés de production sans pour autant permettre d'améliorer significativement l'offre en produits animaux aptes à satisfaire une demande en forte croissance, est fortement questionnée ;

o **Le scénario d'une transformation régionale maîtrisée des systèmes d'élevage mobiles.** Il s'éloigne des deux précédents tant dans le contenu que dans l'approche. Il cherche à exploiter les complémentarités positives régionales historiques, en engageant des actions résolues de « **modernisation des élevages extensifs** » fondés sur la mobilité, de façon à accroître la productivité et les revenus. Il privilégie une approche concertée, régionale, et la formulation d'un compromis « gagnant-gagnant » permettant de renforcer le rôle du secteur dans l'intégration régionale et de réduire sa dépendance à l'égard des importations extra-africaines. L'entrepreneuriat privé exploite un environnement des affaires prévisibles et très favorables au développement du sous-secteur des élevages.

## ● **La formulation d'une « stratégie pour le développement de l'élevage et une transformation maîtrisée du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».** Cette stratégie qui opérationnalise le scénario 3 se veut holistique en adressant quatre actions fortes :

- o Favoriser la valorisation économique du bétail et des produits de l'élevage,
- o Améliorer la gouvernance des territoires et des ressources naturelles ;
- o Promouvoir « Une seule santé », santé animale et sécurité sanitaire ;
- o Développer un environnement favorable aux investissements publics et privés dans l'élevage ;
- o La définition des instruments de politiques publiques pour anticiper sur l'atteinte des objectifs de la stratégie.

● **Appuis ciblés à la CEDEAO.** En marge de ces activités qui relèvent strictement de la mise en œuvre du PEPISAO, l'assistant technique a appuyé la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) à :

o **L'organisation des comités de pilotage** des projets régionaux concourant à l'opérationnalisation de l'ECOWAP et gérés par l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA). Ces réunions ont eu lieu chaque année à Lomé en République togolaise ;

o **Suivi des travaux et l'organisation** de l'atelier de validation du document produit sur financement de la FAO par la Task Force de veille sur les impacts du COVID dans l'espace CEDEAO plus la Mauritanie et le Tchad (1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> phase).

o **La co organisation avec UNOWAS** de deux ateliers à Dakar au Sénégal, de relecture des initiatives endogènes porteuses de bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des conflits liés à la compétition d'accès aux ressources naturelles.

o **La représentation de la DADR** aux sept éditions du Comité technique du PREDIP et à l'inauguration des marchés à bétail de Doropo au Nord de la Côte d'Ivoire et de Kamba dans l'État de Kebbi au Nigeria ;

o **La représentation de la DADR** aux ateliers de revue à mi-parcours, et de clôture du PRAPS 1 et de lancement du PRAPS 2 ;

o **La Contribution à l'élaboration du programme holistique** de développement de l'espace KADO (Kebbi- Alibori-Dosso) financé par la GIZ, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations majeures de la semaine pastorale organisée en 2021 à KEBBI ;

o **Pilotage du processus de mise en œuvre de la LoA entre la CEDEAO et la FAO** sur l'élaboration d'un plan d'action régionale pour l'approvisionnement en aliments bétail et la formulation d'un plan d'investissement régional pour le développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest.

o **La contribution au lancement du Programme de Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP)**, notamment en assurant la coordination de l'élaboration du score card confié à ACADEMYA 2063.

o **L'appui à la contextualisation, la production des termes de référence de l'étude du mapping des interventions** (humanitaires et de développement) dans le bassin du Lac Tchad, au recrutement des consultants et au lancement de l'étude. Celle-ci participe de la mise en œuvre des recommandations de la rencontre de concertation de haut niveau des acteurs du bassin du lac Tchad tenue à Ndjamena en Septembre 2019,

o **L'appui au DADR pour l'organisation du comité de pilotage du projet** de développement de l'élevage en Afrique et la promotion des chaînes de valeur de la filière avicole, tenue à Lagos en Mai 2022,

o **Le suivi de la mise en œuvre de la FAPS -PRIDEC** qui a permis aux pays côtiers d'actualiser leur programme régional d'investissement pour le développement de l'élevage.

o **La mise en place d'une plateforme multi régionale des acteurs** pour l'opérationnalisation de l'offensive régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



## IV. ENSEIGNEMENTS ET LEÇONS APPRIS

- Le pastoralisme et la transhumance demeurent une composante importante des systèmes d'élevage de ruminants en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui connaît des mutations très fortes, tant au Sahel, que dans les zones soudanaises d'accueil sous l'influence de trois phénomènes : la croissance soutenue de la population et du cheptel, la variabilité et le changement climatiques et l'insécurité des personnes et des biens ;
- Les mutations en cours sont encore insuffisamment capitalisées et intégrées dans les politiques et stratégies que déploient les États. Ces stratégies peinent à adopter une approche et une démarche holistiques d'intervention permettant une gestion rationnelle et équitable des ressources naturelles (terres, pâturage et eaux) et des infrastructures, au bénéfice des deux systèmes extensifs de production en présence : les productions végétales et l'élevage ;
- Les concertations et dialogues multi acteurs constituent un puissant instrument de pacification des relations intra et intercommunautaires. Ils sont plus performants lorsqu'ils reposent sur une démarche holistique de développement permettant de mieux valoriser le potentiel économique de l'élevage au profit de l'ensemble des communautés en présence ;
- Les espaces transfrontaliers structurés par des accords et autres mémorandums d'entente de coopération entre les inter collectivités apparaissent comme des cadres appropriés d'intervention du fait (i) de l'incomplétude et des biais des réformes de l'administration territoriale, notamment de la décentralisation, (ii) de l'urgence de renforcer le dialogue entre les autorités administratives et politiques pour minimiser l'occurrence des conflits ; (iii) de la nécessité de déployer de façon judicieuse des infrastructures de sécurisation des activités pastorales intégrées pour promouvoir des « **Espaces de Développement Partagé** » ;
- La mutualisation des ressources des différents projets, a permis de décloisonner et d'améliorer la coordination des interventions, d'affirmer le leadership des institutions régionales, des États et des acteurs sur les actions qui touchent le pastoralisme.



*Petits ruminants*

## CONCLUSION

**Avec des ressources financières modestes, le PEPISAO a réussi à imprimer une nouvelle dynamique au pilotage des initiatives régionales en faveur des systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel :**

- Affinement des outils de prévention, de gestion et de transformation des conflits ;
- Formation, sensibilisation d'une masse importante de « d'influenceurs » (journalistes des radios communautaires, magistrats et agents des forces de défense et de sécurité) ;
- Recentrage du dialogue et de la concertation de haut niveau entre autorités et acteurs des espaces transfrontaliers désormais liés par des accords et mémorandum de coopération transfrontalière
- Amorces d'une démarche holistique de gestion des questions du pastoralisme au moyen de l'organisation des semaines pastorales, et la dotation des cadres transfrontaliers de programme structurant de développement assortis de plan d'action

**Les enjeux et les défis sont encore nombreux dont deux paraissent incontournables :**

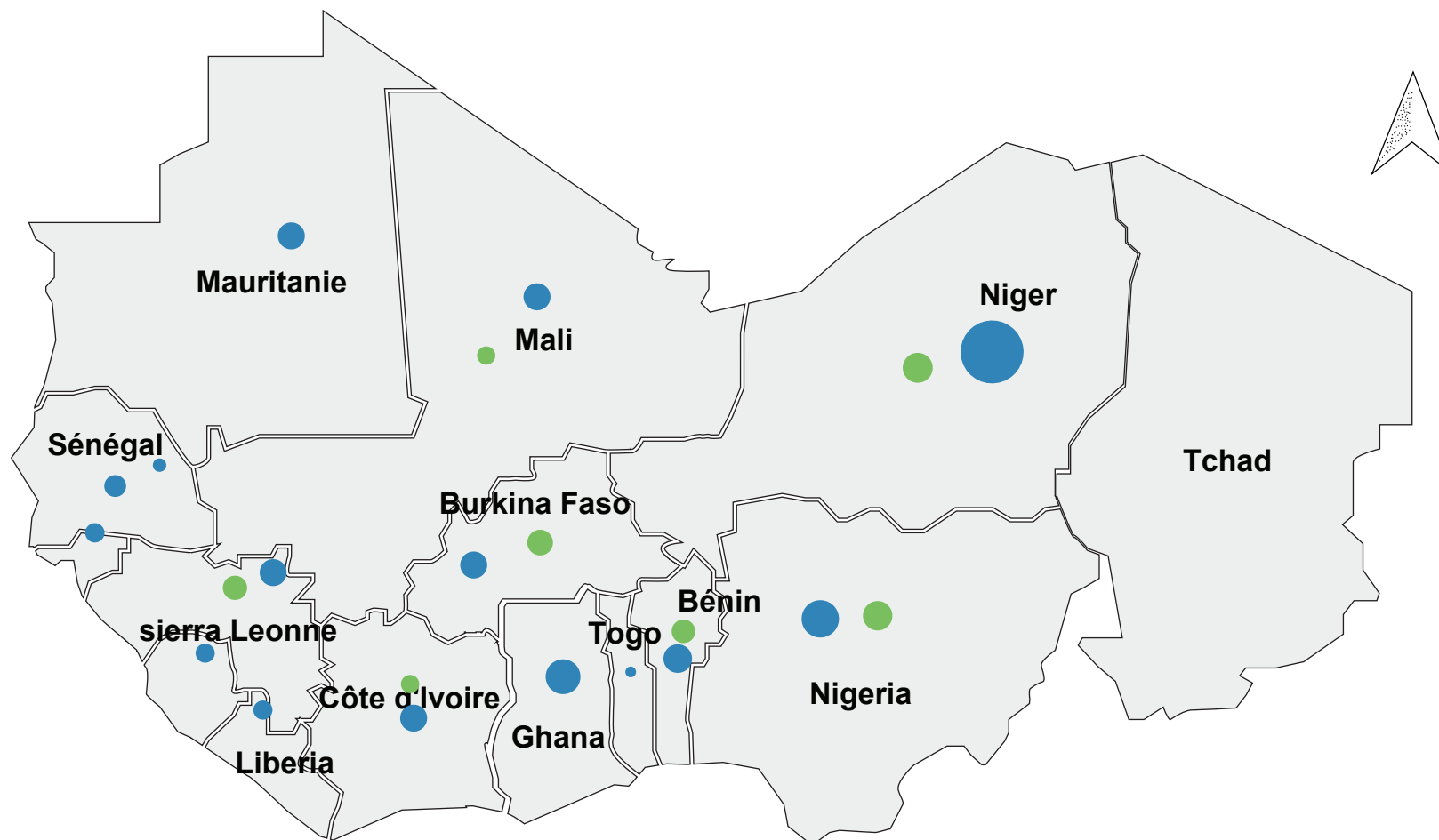
- La mise en œuvre de la stratégie régionale pour le développement de l'élevage et une transformation maîtrisée des systèmes d'élevage mobiles,
- La consolidation de l'outil de pilotage concerté des systèmes d'élevage mobiles dont la région s'est dotée : l'OBSERVATOIRE DES SYSTEMES D'ELEVAGE MOBILES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL (OSMAOS).



## BIBLIOGRAPHIE, LIENS POUR ACCÉDER :

- Aux différents PTBA :
- Aux différents rapports d'activités :
- ux documents des études réalisées
- Aux documents de la réflexion prospective
- Aux relevés de conclusions et de recommandations des différentes rencontres
- Aux communiqués finaux des concertations de de haut niveau
- Aux documents des accords et mémorandums d'entente de coopération transfrontalières
- Aux notes de capitalisation et d'aide à la décision.

# CARTE N° 1 REPARTITION DES JOURNALISTES, AGENTS DES FDS ET MAGISTRATS FORMES PAR LE PEPISAO



Source de données le PEPISAO  
Réalisation Equipe PEPISAO





**ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSAO DA CEDEAO**

**Secrétariat Exécutif du CILSS**

03 BP 7049 Ouagadougou 03 BURKINA FASO

**Téléphone:** 00226 25499600

**Email:** [cilss@cilss.int](mailto:cilss@cilss.int)

**Twitter :** @PredipR // **Facebook :** Predip@

**Sites web :** [praps.cilss.int](http://praps.cilss.int) // [predip.cilss.int](http://predip.cilss.int)

**Commission de la CEDEAO**

Département Affaires Economiques et Agriculture

Direction Agriculture et Développement Rural

Annexe River Plaza - 496 Abogo Largema Street - Central Business District

PMB 401 Abuja FCT - République Fédérale du Nigeria

**Email :** [agri\\_rural@ecowas.int](mailto:agri_rural@ecowas.int)

**Twitter :** [@ecowas\\_agric](https://twitter.com/ecowas_agric) // **Facebook :** [ecowas.agriculture](https://www.facebook.com/ecowas.agriculture)